

## Retour sur le problème de la pauvreté avec l'aide de J.K.GALBRAITH

En 1790 l'Assemblée constituante, par la voix de son Comité de mendicité, exprimait ainsi son embarras devant l'aggravation de la pauvreté : « Le législateur, placé entre la crainte de ne donner qu'une assistance incomplète... et la crainte d'accroître par une assistance trop entière l'oisiveté et la fainéantise, doit éviter ces deux écueils ». J'emprunte cette citation à l'article de Liliane AMOUDRUZ « **La notion de pauvreté dans le temps** », datant de 1998 (à consulter sur le site <http://www.espacesdialogues.org>).

### Des pauvres bien embarrassants

Pourquoi revenir sur la question ? Parce que la misère perdure, bien sûr. Mais aussi parce qu'on assiste à une résurgence stupéfiante des clichés paternalistes concernant les pauvres, repris quasiment mot pour mot du texte de 1790 ou d'autres semblables. Certes, tandis que le terme de « pauvreté » est utilisé sans gêne par les économistes et les statisticiens, celui de « pauvres » semble avoir du mal à passer dans les discours politiques, sans doute parce qu'encore connoté d'une nuance d'apitoiement chrétien. Mais les périphrases sont nombreuses : « milieux défavorisés », « exclus », « Rmistes », ... même la loi de 1998 sur l'exclusion évoque pudiquement « les personnes les plus démunies ». Et quand on ne veut pas médire de tous ces malheureux, on critique sourdement la politique d'aide publique en la qualifiant d'« assistanat », « terme péjoratif, nous dit le Dictionnaire de la Langue française, qui désigne une situation où l'on est trop assisté, trop aidé et pas assez actif ». En dénonçant l'assistanat comme « un cancer de la société française », certain jeune ministre à la carrière prometteuse s'est ainsi mis en avant dans la course aux faveurs populaires (ou plutôt populistes).

Cette persistance bi-séculaire à cultiver une idée fixe serait-elle une caractéristique française ? Une rapide excursion outre-Atlantique nous révèle au contraire qu'on la retrouve partout où fleurit le libéralisme économique. Notre guide sera ici John K. GALBRAITH, le conseiller des présidents démocrates de ROOSEVELT à CLINTON, économiste keynésien et pourfendeur de l'école de l'individualisme libéral. C'est dans le cadre de cette critique qu'il a présenté ses thèses fameuses sur la domination du marché par les grandes firmes (*L'ère de l'opulence*, 1958) et sur la domination des grandes firmes par les technocrates (*Le nouvel État industriel*, 1967).

Quant au problème de l'attitude envers les pauvres, il l'a abordé plus tard et successivement sous ses deux aspects : les aberrations de l'aide au développement (*La voix des pauvres, ou ce qu'ils ont à nous dire sur l'économie*, 1984), puis les sophismes des bien-pensants des pays riches (*L'art d'ignorer les pauvres*, 1985, traduction française en 2005 seulement).

Pour bien entendre « la voix » des nouvelles nations indépendantes, il faut d'abord écarter les euphémismes : « pays non développés » ou « en développement », « pays du Sud », etc. On parlera donc sans hypocrisie de pays « riches » et « pauvres ». Ensuite il faut abandonner l'idée que le progrès économique peut être suggéré, voire imposé aux pauvres par les riches, selon le chemin qu'ils s'imaginent avoir parcouru eux-mêmes dans le passé : ainsi les tenants du socialisme soviétique proposent les recettes de la planification ; et les tenants de la libre entreprise, la priorité aux investissements dans une industrie et une agriculture de type capitaliste. Or ces deux stratégies sont fausses : le processus historique du développement a été initié au départ, non par une vague d'investissements, mais par des innovations politiques et culturelles : « Que le système politique soit stable et prévisible, honnête et efficace, que les citoyens aient l'impression fondée d'y participer, et le progrès économique suivrait... Il allait également de soi que ce

progrès exigeait un haut niveau de moralité dans la gestion des affaires publiques et que sa réalisation avait pour principal instrument l'éducation populaire ». L'auteur n'a pas de mal ensuite à dénoncer les interventions des deux Empires rivaux dans les affaires des petits États, et particulièrement les effets pervers des alliances militaires et des ventes d'armes, « ruineuse quincaillerie ».

Cependant, observant les années soixante et soixante-dix, il discerne des signes d'affaiblissements parallèles dans les deux Empires, qu'il attribue à un sursaut d'autonomie des jeunes nations... C'est sans doute son séjour de deux années en Inde qui lui a inspiré cet optimisme mesuré.

### **Pour éviter toute mauvaise conscience**

S'agissant cette fois des rapports entre riches et pauvres dans un même pays, le bref article de 1985 frappe le lecteur par une forme d'ironie cruelle, qui recherche avec un faux sérieux comment nous pouvons « nous épargner toute mauvaise conscience au sujet des pauvres ». Il s'en prend d'abord à la succession des théoriciens britanniques du XIXe siècle, de BENTHAM à SPENCER, puis à leurs disciples américains, patrons philosophes comme ROCKEFELLER ou politiciens conservateurs comme COOLIDGE et HOOVER (avec tir indirect sur leurs héritiers récents). Le reste est un résumé de leur argumentaire, interrompu de temps à autre par un haussement d'épaules.

Cette Droite conservatrice tourne toujours autour des mêmes clichés :

- l'aide publique aux pauvres doit être limitée ou démantelée, parce qu'elle freine le progrès économique ;
- l'État est inefficace, car paralysé par la bureaucratie des organismes sociaux ;
- l'assistanat rend mauvais service à ceux qu'il prétend aider, en les détournant de la recherche d'un emploi ;
- la hausse des impôts entraînée par les dépenses sociales décourage les riches d'exercer une activité productive ;

enfin, à tous ceux que ces arguments ne satisfont pas, il reste la ressource de « s'épargner de penser aux pauvres, qu'ils soient en Éthiopie, dans le sud du Bronx ou à Los Angeles ». C'est un mécanisme de « déni psychologique », celui qui nous évite de penser à la mort.

Revenons en France. A ces zones symboliques de pauvreté massive, on pourrait ajouter, par exemple, le 93. A ces arguments des moralistes bien-pensants, la proposition de notre jeune ministre de faire travailler les bénéficiaires du RSA pendant quelques heures par semaine. Sommes-nous donc face à une idéologie universelle et irrésistible ? Pourtant, d'après le sociologue Julien DAMON (*Le Monde, 11 décembre 2010*), c'est en France qu'on trouve le moins de personnes pour penser qu'on est pauvre en raison de sa mauvaise volonté ou de sa paresse. GALBRAITH devrait trouver sans cesse de nouveaux lecteurs.

**Pierre AYÇOBERRY**

Historien, professeur émérite de l'Université de Strasbourg

**4<sup>e</sup> trim 2011 L N° 55**

**Ref. : Economie**